

page 5

éditorial

PRE

La sidération s'entête. Après le retour de la guerre : son installation. Accoutumés à l'instantanéité, à l'enchaînement bref des événements, nous voici contraints de suivre – comme on ne l'a encore jamais fait – la guerre en direct, proche de nous, et dans toute sa longueur.

Sommes-nous en guerre ? Oui, si l'on se réfère à la langue médiatique ou aux déclarations martiales, de part et d'autre, sur la réduction de l'« ennemi » – en bref nous sommes en guerre parce que nous pourrions l'être... Et pourtant non, parce que livrer des armes, soutenir l'un des adversaires, c'est s'insérer dans le conflit mais pas le faire. Puisque faire la guerre, c'est accepter d'y mourir.

Seule certitude : la guerre ouvre sur l'enchaînement des tragédies. Pour l'Ukraine certes, avec la dévastation humaine et économique d'un pays déjà épuisé par une interminable sortie des logiques soviétique et post-soviétique – l'affirmation nationale se paie cher. Pour la Russie aussi. Marginalisée ou exclue de canaux internationaux essentiels, elle retrouve ses démons : la résignation à une autorité brutale, une idéologie nationaliste à la fois impériale et religieuse, la paranoïa d'un destin solitaire et assiégé, une résilience infinie sans autre objet que la survie.

Pour nous Occidentaux, la difficulté est de croire en notre solidarité et en notre unité, au-delà de la peur. Pense-t-on bien la même chose au centre et à l'ouest de l'Europe, à l'est et à l'ouest de l'Atlantique ? Plus au fond, la tragédie ukrainienne éclaire brutalement la faillite des illusions économistes de l'après-guerre froide. Non, l'ouverture des marchés, la multiplication des échanges, l'économie de l'information ouverte ne créent pas la démocratie. L'illusion était belle – l'Allemagne en a fait le cœur de sa renaissance. Mais déjà minée par la Chine, elle s'effondre à Moscou avec fracas. Pour nous, Européens, le constat est un drame : il met en cause la base même de la construction d'une Union européenne supposée demeurer « civile » – c'est-à-dire marginalisant les logiques antagoniques (les interdépendances fonctionneraient *in fine* positivement) et militaires (la diplomatie et le droit remplaceraient partout la voix des armes). L'impasse se traduit dans les seules armes dont nous disposons pour peser dans la crise : l'interminable succession des « paquets » de sanctions, à l'effet stratégique tout relatif, sauf sans doute sur nos propres économies.

Si la guerre est « la continuation de la politique... », elle est aussi sa fin, en ce sens qu'elle fracture les problèmes politiques non résolus, imposant ses propres logiques. Elle est toujours un échec intellectuel, cachant illusoirement des questions qui demeurent. Ici : la place du Vieux Continent

dans les équilibres mondiaux, sa structuration institutionnelle, les garanties de sécurité qui devront y être redessinées, les conditions de cohabitation avec une énorme Russie qui, agressive ou endormie, restera près de nous...

L'entre-deux – entre deux paix, entre deux guerres – nous fera-t-il réfléchir sur cet avenir ? À quoi ressemblera l'Europe géopolitique de demain, après l'affirmation ukrainienne, l'échec stratégique russe – déjà acté –, la re-légitimation et l'élargissement du camp atlantique, avec une fracture sans doute durable, et bien pire pour la Russie que le vieux Rideau de fer ? L'Union européenne restera-t-elle un appendice économique du camp occidental caché derrière la puissance militaire américaine, ou voudra-t-elle initier la réorganisation politique du continent ? Dans un monde où les rapports de force globaux seront sans fard, s'affirmera-t-elle plus forte, plus autonome, plus comptable de son propre destin ? La tragédie ukrainienne ouvre sur l'inconnu. L'entracte post-bipolarité se clôt ; la pièce qui va reprendre n'est pas encore écrite.

* * *

Algérie 1962-2022. On a envie d'écrire « 60 ans déjà ? », tant ce pays nous demeure proche et tant, en dépit de malheurs répétés, il semble se perdre dans une étrange immobilité...

Effets décalés de l'éminente souffrance des années 1990 : le printemps arabe ne fut en Algérie qu'un clapotis au regard d'autres ruptures, contrairement au récent Hirak, spectaculaire mais finalement impuissant. Impuissant à briser le paradoxe d'une société jeune, riche, active, largement ouverte par son histoire, ses médias, ses mouvements de population, et pourtant figée dans son fonctionnement, ses institutions et l'idée même qu'elle se fait de son avenir politique.

Sur le mystérieux système politique du pays, que dire sinon pour commenter son admirable opacité, et une efficacité marginale fondée sur la rente et l'exaltation du combat d'indépendance ? Mais jusqu'à quand la marge de manœuvre énergétique et la mémoire du sang assureront-elles le silence d'une opinion résignée ?

C'est sur son poids régional, héritier de la grande tradition de l'Algérie non alignée, et aujourd'hui questionné par les déstabilisations périphériques, qu'est attendue Alger. Longtemps réticente à articuler action diplomatique et mouvement militaire au-delà de ses frontières, Alger prend de plus en plus en compte les exigences d'une vaste région

instable : incertitudes tunisiennes, chaos libyen, lente déconstruction des États du Sahel...

Alger, qui dispose de multiples cartes diplomatiques et économiques, paraît pourtant freinée par son obsession marocaine ainsi que par une méfiance durable vis-à-vis des acteurs extérieurs à la zone, de plus en plus présents, en particulier au Sahel dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Puissance déterminante dans la région par son économie et le poids de son armée, l'Algérie peut-elle se contenter d'appuis régionaux en faux-semblants, d'institutions de coopération mort-nées, se refusant à penser stratégiquement, pour le long terme, ses relations avec les États-Unis (et donc l'Alliance atlantique), avec l'Union européenne (c'est-à-dire avec, aussi, la France), avec la Russie (toujours lourdement présente par ses armes) ou la Chine ?

L'ombrageuse Algérie va devoir se repenser dans l'action collective, repenser son insertion régionale. L'alternance de fausse modestie et de poussées d'arrogance traduit souvent, en diplomatie comme ailleurs, quelque défiance de soi : l'Algérie a pourtant toutes les raisons de croire en son destin, si elle se saisit de ses cartes. La construction d'un Maghreb collectivement dynamique et la relance de liens plus structurés avec la rive nord de la Méditerranée – qui permettraient d'affadir les aigreurs de l'histoire franco-algérienne – relèveront-ils toujours de l'espoir fou ?

Les premiers mois de 2022 confirment violemment que le monde bouge, change, et radicalement : au Sahel, où les expéditions occidentales s'enlisent dans des efficacités limitées et des incompréhensions locales de plus en plus violentes ; en Europe, où les stabilités incommodes mais finalement pacifiques de ces sept dernières décennies volent en éclats ; pour ne rien dire des incertitudes asiatiques... Le temps est au dessin d'une nouvelle alliance entre le Vieux Continent et son vis-à-vis africain, intimement liés par l'histoire et les défis déjà visibles. Et qui ne voit que la France sur une rive, l'Algérie sur l'autre, ont là des rôles décisifs à jouer ?

